

Samedi
28 novembre

17h30

9 Espace
Charenton

**MEETING
national** à Paris

Selma LABIB
Conductrice de bus

Gaël QUIRANTE
Syndicaliste à la poste &
porte-parole national de campagne

SELMA LABIB 2027

„Une candidature
ouvrière et
révolutionnaire
à la présidentielle”

RÉVOLUTIONNAIRES

65 15 OCTOBRE 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Le **17 octobre**
et après,
TOUS ET TOUTES
ENSEMBLE AVEC
LA JEUNESSE !

NUMÉRO SPÉCIAL
**LA JEUNESSE EST
DANS LA RUE !**

ÉDITORIAL

Rien n'y fait. Le gouvernement a beau prétendre que la mobilisation lycéenne est en baisse, le nombre de manifestants le désavoue à chaque fois. Mardi encore, à Paris, plus de 70 000 manifestants, très majoritairement des jeunes. Énorme ! 10 000 à Rennes, plus de 10 000 à Marseille, 6 000 à Caen. En tout, 480 000 manifestants dans tout le pays selon les syndicats. À Paris, sans doute ailleurs, les cortèges des jeunes étaient plus nombreux que les cortèges syndicaux, preuve que le fer de lance de la mobilisation, ce sont les lycéens et les étudiants. Le gouvernement comptait sans doute sur l'approche des congés scolaires - et sur la répression qui n'a pas faibli. Raté ! Les lycéens ont été rejoints par les étudiants qui, eux, ne sont pas en vacances vendredi ! Et, partout, revient la date du samedi 17 octobre qui pourrait permettre à la mobilisation de franchir un cap.

Les lycéens sont en lutte contre le manque de moyens : bâtiments pourris, classes surchargées, profs non remplacés. Mais, au-delà, comme le disait un lycéen de Bordeaux, ils veulent « un monde désirable ». Et le moins qu'on puisse dire est que le monde que leur offrent les Macron, les Le Pen ou les Bollore n'a rien de désirable ! Le règne du fric et

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

Les étudiants rejoignent les lycéens : qui seront les prochains ?

Une semaine après les manifestations massives du 6 octobre, des centaines de milliers de lycéens et étudiants sont à nouveau descendus dans la rue, et poursuivent leurs tentatives de structuration du mouvement.

LE GOUVERNEMENT CRAINT L'ENRACINEMENT DE LA COLÈRE

Rien à faire, impossible de faire rentrer les lycéens en classe. Les temps de « démocratie participative » ne convainquent personne, ni les profs, ni les lycéens qui ne s'y rendent que pour en dégager la direction des établissements et les transformer en rassemblements (comme à Cachan ou à Sainte-Geneviève). Non, la colère ne se calme pas avec des miettes. Au contraire, la détermination lycéenne a déjà largement entraîné les étudiants dans la danse... et bientôt le monde du travail ?

LYCÉENS, ÉTUDIANTS : MÊME COMBAT !

Les universités ne rejoignent pas seulement les lycéens pour « soutenir les petits », mais bien parce qu'ils rejettent également cette éducation à deux vitesses. Si le gouver-

nement trie socialement les élèves à l'entrée des facs avec Parcoursup, il continue avec MonMaster, car il est hors de question pour lui d'augmenter les moyens dans l'éducation.

AUCUNE NÉGOCIATION N'EST POSSIBLE TANT QUE DES LYCÉENS SONT EN GARDÉ À VUE !

Face à un mouvement en expansion, le gouvernement comprend que sa brutale répression (6 500 interpellés, des centaines de condamnés, des jeunes mutilés) ne suffit pas. Il ferme donc des centaines de lycées et universités tout en faisant semblant d'ouvrir des négociations.

Ainsi, les rendez-vous de « négociations » de certaines organisations prétendant représenter les lycéens avec le ministre de l'Éducation nationale ou le Premier ministre Lecornu se sont multipliés dans la semaine, bien que

ceux-ci n'offrent « aucune garantie concrète ». Qui a mandaté ces organisations pour aller discuter avec le gouvernement - ce qui ne peut, à cette étape, que renforcer celui-ci, alors qu'il n'a rien à offrir ? Certainement pas les assemblées générales universitaires ou lycéennes ! Pourquoi passer par-dessus les organes démocratiques de la mobilisation ?

POUR GAGNER, IL FAUT S'ORGANISER !

Une fraction des lycéens et des étudiants comprend le danger, et se coordonne. Des embryons de coordinations locales se multiplient sur l'ensemble du territoire, jusqu'à la réunion de 200 lycéens issus de 71 établissements, 32 villes et 17 départements à Paris samedi 10 octobre. Ceux-ci ont décidé d'appeler à de nouvelles journées de mobilisation le 13 octobre, le 15 octobre ainsi qu'à rejoindre les manifestations du 17 octobre. Ils se retrouvent à nouveau pour une véritable coordination nationale lycéenne dimanche 18 octobre, avec des délégations élues venant d'un maximum de lycées du pays, tandis que, chez les étudiants,

l'assemblée générale de l'université Grenoble Alpes appelle également à une coordination nationale étudiante.

STEFAN INO



La jeunesse en mouvement : Comment faire plier le gouvernement ?

Depuis maintenant plusieurs semaines, les lycéennes et lycéens ont initié un mouvement d'ampleur contre le gouvernement, contre ses choix budgétaires assumés (de l'argent pour la guerre, mais surtout pas pour tous les services utiles à la population comme l'éducation...) et contre l'avenir pourri qui leur est promis par le système capitaliste !

Pour que le mouvement dure, il doit continuer de s'organiser et de se structurer ! Chaque semaine, nous sommes très nombreux en manifestations : 300 000 le 29 septembre lors de la journée de grève de la fonction publique, 170 000 le 1^{er} octobre, 256 000 le 6 octobre, plusieurs dizaines de milliers le 8 et encore davantage le 13 octobre. En clair, la colère ne se calme pas. Et pour cause, elle a de sérieuses racines.

NOUS AVONS LA POSSIBILITÉ RÉELLE DE FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT !

Si Macron et ses ministres usent à ce point de la répression, ce n'est pas pour rien. Les lycéens éborgnés et mutilés, c'est parce que le gouvernement comprend que les lycéens pourraient entraîner les étudiants, les travailleurs et l'ensemble des classes populaires dans la rue et la mobilisation ! Certains ministres ont changé de ton, en tentant de négocier et de lâcher des miettes. À cette étape, ce sont des miettes, mais qui nous disent qu'ils pourraient bien lâcher davantage si l'on continue et que ça s'étend !

Les étudiants ont rejoint la danse, il y a plusieurs jours maintenant, mais les stratégies de lock-out et autres fermetures administratives entravent la massification du mouvement étudiant. Tout comme les fermetures de lycées. Mais cela peut se dépasser.

Il faudra aussi dépasser le simple mouvement de soutien aux lycéens. Ce que les étudiants peuvent offrir de meilleur aux lycéens en ce moment, c'est de saisir l'occasion d'imposer leurs propres revendications, par la grève étudiante.

C'est sûr que, pour gagner, il faudra renforcer encore la participation étudiante et chercher à étendre la mobilisation. Les cadres d'assemblées générales et de coordinations sont fondamentaux pour ne pas se laisser dicter le rythme et les

objectifs de notre mobilisation par les directions des syndicats étudiants et lycéens qui vont négocier avec le gouvernement sans en rendre compte devant les étudiants et lycéens mobilisés. Pour y faire face et pouvoir faire en sorte que les jeunes qui deviennent militants du mouvement décident par eux-mêmes, il faut renforcer ces cadres d'assemblées générales et se coordonner y compris nationalement (comme ont commencé à le faire les lycéens le samedi 10 octobre et comme les étudiants se préparent à le faire le 18 octobre).

LA PERSPECTIVE D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE EST POSSIBLE !

Même si les jeunes peuvent arracher gros au gouvernement, les travailleurs peuvent renverser la table en s'engouffrant dans la brèche, en posant la perspective d'une grève générale. Avant le mouvement des lycéens, on discutait déjà du retour des Gilets jaunes autour du 17 octobre : plus que jamais, il faut défendre le fait que les travailleurs rejoignent aussi le mouvement. Partout, dans tous les secteurs, dans toutes les entreprises, il y a un ras-le-bol et de la colère.

Un mouvement d'ensemble, une grève générale, « Octobre 2026, nouveau Mai 68 »

(comme chantent les jeunes dans les manifestations), c'est bien ce qui fiche une peur bleue à la bourgeoisie et ses laquais du gouvernement. Les lycéens, les étudiants, regardent du côté des travailleurs. Ils attendent qu'ils ne soient pas simplement à leurs côtés, en soutien aux revendications de la jeunesse, mais eux aussi dans la lutte, pour une riposte d'ensemble, dans la

grève ! Un mouvement de la jeunesse de plus en plus massif et déterminé, combiné à la force de blocage d'une grève qui se généralise, voilà le cauchemar de Macron et ses amis du patronat, voilà qui permettrait de mettre un sérieux coup d'arrêt à toutes les politiques antisociales et, au-delà, d'arracher la satisfaction de bien des revendications vitales !

LOIE FLORES



CORTÈGE DE LA COORDINATION LYCÉENNE À PARIS LE 13 OCTOBRE

« Il n'y a pas de violences policières... ça crève les yeux ! »

C'est ce qu'on peut lire sur des pancartes de lycéennes et lycéens. Ils ont la rage et crient « *Tout le monde déteste la police* », « *On veut le bac et pas la BAC* », « *Le bac et pas la matraque* », « *Police partout, justice nulle part* », « *Moins de flics, plus de fric* ». Les violences policières, ce sont ces fourgons de flics postés à 5 h 30 du matin près de lycées, dont des camions anti-émeutes ; des tirs de grenades en tous genres, qui ont crevé un œil, explosé une mâchoire, arraché une main ; ce sont aussi des clés d'étranglement de robocops sur des adolescentes de 15 ans, ou des voitures béliers lancées sur des groupes de jeunes. Les gouvernements se succèdent et se surpassent en répression. La nouvelle équipe de Macron et Lecornu, flanqués de Geffray à l'Éducation et Nuñez à l'Intérieur (chef des flics), décroche le record effarant de 6 877 jeunes placés en garde à vue, dont 86 % de moins de 18 ans (chiffres du ministre de la Justice, leur comparse Darmanin). Des jeunes de 14 à 17 ans ont été raflés par milliers devant leurs lycées ou en manifestations, embarqués pour des gardes à vue qui ne sont pas

de simples contrôles d'identité mais des incarcérations de 24 heures ou plus au commissariat, et parfois des poursuites judiciaires arbitraires.

VIOLENCES FÉROCES, COMME LE SYSTÈME CAPITALISTE QUI LES ENGENDRE

Les autorités de l'État appellent ça « *gestion du maintien de l'ordre* »... Oui, mais de l'ordre établi d'une société de classe, pour qu'une minorité qui détient la propriété et la fortune continue à exploiter le travail de l'immense majorité des autres. Et gère aussi par la répression les oppressions qui en découlent. Depuis la fin du XIX^e siècle, des polices ont été érigées et perfectionnées, municipales et nationales, avec des contingents toujours plus nombreux, des moyens matériels toujours plus sophistiqués. C'est contre des travailleurs en grève que les polices ont été lancées et ont tué. C'est contre les peuples colonisés, dont est issue une partie de la classe ouvrière française, que les forces de répression se sont acharnées, ajoutant le racisme à la violence physique. Pas un hasard si le RN est l'adepte le plus chaud d'une police raciste, Jean-Marie Le Pen ayant fait ses armes de tortionnaire en Algérie. D'où la détestation, chez les jeunes en lutte, des flics et du RN !

Aujourd'hui, c'est bien la révolte sociale des jeunes de banlieue, de milieu ouvrier et populaire, que le pouvoir combat par la répression : pour tenter de l'empêcher de s'exprimer et de s'organiser. La criminalisation des mobilisations et manifestations ouvrières ou populaires se généralise. La répression qui veut intimider, décourager, s'est lâchée en 2016 contre les opposants à la loi Travail (sous Hollande, dit de gauche !), contre les Gilets jaunes en 2018-2019, contre bien des travailleurs et travailleuses, militants syndicaux ou non depuis. Cette fois, c'est la révolte de la jeunesse des milieux populaires qu'elle voudrait étouffer, et cela concerne l'ensemble du mouvement ouvrier. Cette jeunesse qui relève le gant et s'organise rejette tout dialogue avec les autorités, toute discussion avec quiconque les représente, tant que les poursuites contre leurs camarades réprimés ne seront pas levées.

MICHELLE VERDIER



FAÇE À LA VIOLENCE D'ÉTAT, COMMENT RÉPONDRE ?

Dès le début du mouvement lycéen, ministres et responsables politiques réacs se sont précipités pour dénoncer les « violences » des jeunes. Lecornu n'a pas hésité à parler de « *violences urbaines* » et des médias complaisants ont, pendant des jours, montré en boucle des feux de poubelles, l'incendie d'un camion de pompiers ou les dégradations dans un lycée de Nantes ou de la banlieue de Bordeaux, faisant semblant d'y voir le comble de la dangerosité.

Quant aux violences policières, elles n'ont été vues que lorsque des vidéos tournées par des manifestants ou des passants sont devenues virales. Il est pourtant évident que, si les chefs d'établissement ne se dépêchaient pas de boucler les établissements, menaçant les élèves de sanctions, voire n'hésitant pas à s'impliquer physiquement, les jeunes en colère auraient plus facilement investi leurs établissements pour débattre, s'organiser, confectionner pancartes et banderoles. Il est surtout évident que les forces de police ont été envoyées au contact, et ont agi comme éléments provocateurs. Il ne s'agit pas de « bavures » individuelles, mais d'une politique délibérée. Il peut être utile de rappeler les propos d'un responsable de la police rapportés par l'universitaire Laurent Bonelli dans *Le Monde diplomatique* de janvier 2019 : « *C'est nous, l'institution, qui fixons le niveau de violence de départ. Plus la nôtre est haute, plus celle des manifestants l'est aussi.* »

La jeunesse des classes populaires ne porte pas la police dans son cœur : le comportement des flics dans les cités, abondamment documenté, suffit largement à l'expliquer. Et les lycéens ne sont pas près d'oublier les 6 000 interpellations, les mâchoires fracassées, les mains arrachées ! Que la colère des jeunes contre l'avenir bouché que leur offre cette société se traduise par des explosions de violence n'a donc rien de surprenant. De nombreux jeunes découvrent et expliquent que sans une certaine radicalité de leurs actions, disons-le sans une certaine violence, ils ne sont pas entendus. Beaucoup assument, même si certains regrettent quand « *ça va trop loin* ». Mais n'est-ce pas Friedrich Engels, appuyé par Karl Marx, qui a écrit sur « le rôle de la violence dans l'histoire » (moteur essentiel des changements sociaux) ?

Si ça tombe à l'oral du bac, les jeunes vont en savoir long !

J.-J. F.

Dans l'Éducation nationale, le personnel aux côtés des lycéens

Malgré la violence de la répression et toute l'offensive médiatique pour salir les lycéens mobilisés en les traitant de « casseurs », de nombreuses marques de solidarité se sont exprimées dans les rangs du personnel, enseignants et non-enseignants, dans les établissements scolaires.

EN RÉGION PARISIENNE

Dès le 1^{er} octobre, à Montreuil, à Aubervilliers, à Saint-Denis... des enseignants se sont mis en grève et sont descendus sur les blocus pour échanger avec les lycéens et tenter d'empêcher la répression policière. De nombreux communiqués de soutien à la mobilisation ont été adoptés dans les établissements. Les profs ont également été nombreux à refuser l'opération de Lecornu visant à les utiliser pour tenter de faire entrer les lycéens en cours avec son « *temps de démocratie interne* » : de fait, ces temps de démocratie interne ont été transformés en assemblées générales où des communiqués de soutien au mouvement lycéen ont été adoptés.

EN PROVINCE AUSSI

À Lyon, mais aussi à Grenoble, Caen... des profs étaient présents dans les manifestations des 6 et 8 octobre, quelquefois en cortèges de lycées. Ainsi, à Grenoble, au lycée Mounier, des profs descendent régulièrement sur le blocus, ont diffusé des tracts dans le centre commercial proche... La semaine du 12 octobre a d'ores et déjà été organisée autour d'ateliers : banderoles, tournées d'établissements, rédaction de communiqués et de supports pédagogiques alternatifs... De manière générale, la mobilisation lycéenne a permis à des membres du personnel, y compris de services différents – profs, vie scolaire, agents de service – de se réunir et de discuter.



CRÉDIT PHOTO : PHOTO THÈQUE ROUGE

Dans toutes les villes du pays, la jeunesse des lycées refuse le monde qu'on lui prépare. Face à un pouvoir resté sourd à la contestation, la colère s'empare de la rue avec un sens aigu de la formule et de la provocation.

« GÉNÉRATION SIX-SEVEN VEUT MAI 68 » : DE LA SALLE DE CLASSE À LA LUTTE DES CLASSES

Dès le matin devant les lycées, à Lille, Rennes ou Toulouse, les lycéens sont rejoints par les étudiants mobilisés des facs voisines : des liens se tissent, et ils dépassent largement les grilles scolaires. Dans plusieurs quartiers, des habitants et des parents viennent afficher leur soutien face aux violences policières et aux contrôles au faciès omniprésents. « *Qui ici ne s'est jamais fait emmerder par un flic ?* », lance un jeune Lillois à ses potes, dont aucun bras ne se lève. Cette violence institutionnelle se double de l'aliénation du quotidien : les slogans sur les journées à rallonge bourrées de « trous » dans l'emploi du temps s'entendent partout : « *8 h-18 h + devoirs + sport + transport : on dort quand ?* » Derrière la cadence infernale des emplois du temps, c'est le dressage à la future exploitation salariée qui est rejeté en bloc : « *8 h-18 h : on est au lycée ou à l'usine ?* » (même si on n'accepte pas ça non plus à l'usine !) Avec les nombreux slogans

Face à un pouvoir de plus en plus en difficulté, l'heure est à la structuration et à l'élargissement du mouvement. Après la manifestation du 8 octobre, une assemblée générale est organisée à Dunkerque à laquelle participent plusieurs lycéens... en vue de reproduire la même chose dans leur propre établissement. Une organisation à la base capable de donner des sueurs froides à Édouard Geffray et compagnie ! Car, au-delà de la séquence actuelle, c'est toute une génération qui s'aguerrit dans le feu de l'action. Comme le résumait un lycéen en sortie d'AG : « *Avec la révolte dans les lycées, ça fera plein de travailleurs déterminés pour les années à venir !* »

Montpellier :

« Même si le proviseur ne le veut pas, nous, on est là ! »

Bloqué tous les jours depuis le 1^{er} octobre, le lycée Clémenceau est devenu un passage obligé de la mobilisation montpelliéraine. Les élèves les plus mobilisés parviennent peu à peu à impliquer leurs camarades malgré la pression de l'administration pour faire reprendre les cours. Prises de parole, slogans, pancartes, assemblée générale, composition musicale et même théâtrale : les élèves se donnent les moyens de se rendre visibles et de faire tenir leur blocus tant qu'il le faudra !



Marseille :

quand les jeunes entraînent un mouvement de l'éduc

Dès ce 28 septembre, des élèves des quartiers nord bloquent de nouveau leur établissement. Jeudi 1^{er} octobre, presque tous les lycées s'embrasent, parfois au sens propre. Pendant que les CRS courent, incapables de se rendre sur tous les établissements, les jeunes se rendent compte de leur force, même s'ils subissent en pleine figure la répression violente, les arrestations arbitraires, les gaz et autres matraques. À l'initiative de la CGT-Éduc, vite rejointe par Sud et FO, un rassemblement contre la répression est organisé en fin d'après-midi : 400 personnes devant la préfecture. Certains lycéens passent devant le juge le lendemain, pour avoir participé aux blocages du printemps dernier. Sur place, les enseignants apprennent la fermeture administrative de 49 établissements du département et l'interdiction de se rassembler à proximité des lycées. Les équipes mobilisées l'an passé se concertent et appellent immédiatement à la grève et à la manif du 6 octobre.

LES HABITUDES D'ORGANISATION QUI NE SE PERDENT PAS

Dès le lendemain, plusieurs établissements fermés décident de se rejoindre devant un lycée du centre. Ils y tiennent une assemblée générale avec les lycéens. Puis, réunis entre salariés de l'éducation nationale, ils écrivent et votent un appel. L'objectif est de ne pas se laisser museler par les fermetures. Le lockout ne doit pas avoir raison de la mobilisation des jeunes, ni de la colère du personnel. Plus encore, il s'agit d'élaborer collectivement les moyens de mobiliser les collègues. Car l'enjeu est là : il faut passer d'une juste réaction de solidarité avec les jeunes à la construction d'un mouvement, y compris par la grève, chez les salariés du secteur. Malgré la fermeture, il est décidé d'appeler à organiser des AG dans tous les bahuts dès lundi matin, de participer et de construire la journée du 6 et de refuser les cours en distanciel. Pour un premier jour d'interdiction aux rassemblements devant les lycées, le regroupement de plus de 300 jeunes et agents est vécu comme une victoire.

Lundi, la mobilisation s'organise dans les AG. Un mouvement du personnel est en train de naître. Les appels des établissements remontent, des commissions pancartes, banderoles, tournées de bahuts s'organisent. Mardi, des milliers de personnes manifestent dans les rues de Marseille. C'est un raz de marée de pancartes et il y a un gros cortège des établissements en lutte qui rassemble des salariés de la maternelle au lycée.

Un cortège de plus de 3 000 personnes complète le parcours officiel dans une joyeuse manif sauvage. L'AG du personnel qui suit est énorme, 300 personnes y participent. Certains rebroussement même chemin car, bien que les tables soient évacuées en urgence, la salle est pleine à craquer.

Jeudi 8, la manif reste très impressionnante, avec un cortège de jeunes toujours très dynamique et des profs de lycée toujours très remontés. Le simulacre de concertation imposé par le gouvernement ne parvient à duper personne. Entre réaction à la répression, au mépris d'une pseudo-concertation et à des années de colère accumulées, les AG se multiplient dans les lycées. Dans le premier degré, on commence à se rencontrer. Le mouvement semble se construire. Ici, on discute revendications salariales et conditions de travail ; là, on prépare un rassemblement devant l'hôtel de région, ailleurs une AG de secteur (AG d'arrondissement des écoles, collèges et lycées) ou des rendez-vous tôt le matin pour être avec les lycéens.

Mardi 13, très grosse manif, plus de 10 000 manifestants, qui a terminé tard ! Le 17 apparaît comme un rendez-vous de plus en plus évident.

CORRESPONDANTE

Une semaine de mouvement à « Besak »

À Besançon, même les prépas s'y mettent, comme ceux du lycée Pasteur, sous la banderole « 1871-2026 : vive la Commune ! ». Dans les cortèges, ce sont surtout les lycéennes qui lancent les slogans et prennent la parole, épinglant les 211 milliards versés au patronat chaque année et les miettes laissées à l'éducation.

Jeudi 8 octobre, il y avait encore plus d'un millier de jeunes en manif, étudiants et lycéens ensemble, malgré la pluie. Et mardi 13 octobre, on était encore plus nombreux, 1 500 manifestants quasiment au pas de course ! Trois cents personnes régulièrement en assemblées générales à la fac de lettres, dont des lycéens et des étudiants en sciences, pour organiser les blocages, rédiger des tracts, confectionner des banderoles et surtout constituer des équipes pour se rendre sur les lycées.

La détermination est toujours là. Au lycée Louis-Pergaud, les lycéens ont organisé une assem-

blée générale dans l'enceinte de leur établissement jeudi. Après avoir fait le tour des bâtiments, ils ont obtenu une salle grâce à leur nombre. Le blocus n'avait pas duré ce matin-là ; qu'à cela ne tienne, ils ont fait rentrer le blocus dans le bahut. Résultat, ils étaient 150 à discuter et à s'organiser, mais aussi à élire des délégués chargés de se lier avec d'autres lycées à Besançon et dans le reste du pays.

Les nouveaux militants du mouvement préparent activement les manifestations des 15 et 17 octobre, pour aller chercher toujours plus de monde. Ils rédigent et diffusent des tracts, pour motiver leurs camarades. Comme pour un rassemblement devant le tribunal pour soutenir ce lycéen de Belfort noyé par un policier de la BAC, placé en détention provisoire, alors que son agresseur, lui, est libre.

CORRESPONDANT



VENDREDI 2 OCTOBRE À MIDI : UN VENT DE RÉVOLTE SOUFFLE SUR LE CENTRE-VILLE DE DUNKERQUE

Chassés quelques heures plus tôt des abords de leurs établissements qu'ils tentaient de bloquer, les lycéens dunkerquois n'ont pas déposé les armes. Venu des quatre coins de l'agglomération, les cortèges lycéens se sont rejoints en un cortège de plus d'un millier de manifestants. Au cœur de la foule, le mégaphone crachait ses slogans : la solidarité avec le peuple palestinien a résonné à pleins poumons parmi cette jeunesse qui ne veut pas connaître un monde ensanglanté par l'impérialisme et les guerres.

Les flics ont eu beau encercler le cortège et nasser les manifestants, sur place, pas question de se taire. Tour à tour, des lycéens se sont emparés du mégaphone pour dénoncer le gouvernement et rappeler leurs revendications. Ils voulaient les éteindre ? Ils ont créé une tribune, car la rage de lutter ne se nassera pas !



TOULOUSE : LA LUTTE SE STRUCTURE

Au départ, ils n'étaient qu'une trentaine : sous la menace du proviseur d'appeler la police et de les passer en conseil de discipline, les élèves du lycée Saint-Sernin n'avaient pas bloqué mardi 29, mais organisé un rassemblement avec pancartes, prises de parole, tracts et appel à manifester. Dix jours plus tard, après un blocus à plusieurs centaines d'élèves, c'est 170 d'entre eux qui se sont réunis en assemblée générale pour discuter des suites du mouvement, de l'organisation de la semaine, des revendications, et se sont organisés en commissions : tracts, infirmerie, service d'ordre, lien avec les autres lycées, lien avec les profs, etc.

Si tous ne sont pas aussi structurés, de plus en plus de lycées s'organisent en assemblées générales, permettant d'impliquer de plus en plus de jeunes dans l'organisation du mouvement, d'avoir des discussions sur les budgets, sur la manière de surmonter la division centre-ville banlieue, sur les violences, sur le rôle de la police.

Une douzaine de lycées se retrouvent régulièrement en assemblée générale inter-lycées, pour se coordonner, s'entraider, décider ensemble des suites : comme le disait leur banderole dans la manifestation du 6 octobre : pour « un pouvoir lycéen » !

CORRESPONDANTE

« Génération Six-Seven, mai 68 dans le 69 »

Ils étaient plus de 3 000 jeudi 8 octobre à se rassembler à Bron, dans l'est lyonnais. Le point de rassemblement n'était pas choisi au hasard par l'AG inter-lycées : il s'agissait de mettre en avant les lycéens des banlieues populaires, mobilisés très tôt... et très tôt réprimés par la police et les directions d'établissement qui ont procédé aux fermetures administratives.

De toutes les rues ont afflué des lycéens et certains de leurs enseignants, ainsi que des étudiants. Plusieurs dizaines de l'université Lyon 2, dont le

campus est proche, arrivent en cortège ; plusieurs dizaines également de l'École normale supérieure (ENS) dont l'AG tenue le matin même avait constitué un service d'ordre pour sécuriser la manifestation.

Le cortège s'élance avec en tête, trois banderoles : celle des lycéens de Jean-Paul-Sartre (à Bron), de la Martinière-Monplaisir (8^e arrondissement de Lyon) et Saint-Just (du centre-ville). Entre les cités et les pavillons, les jeunes clament haut et fort leurs revendications : « Des places à la fac pour pas finir

à la BAC, du fric au lycée pour pas finir policier ! » La solidarité avec les lycées de banlieue est bien visible sur la forêt de pancartes en carton : les journalistes présents le relèvent, un peu éberlués par cette manifestation inédite.

Vers midi, la manifestation est terminée. La police s'est tenue sage. Tout le monde a de quoi se sentir fier de cette journée et rejoint l'AG inter-lycées ou l'AG inter-facs, au choix, pour décider tous et toutes de la suite du mouvement.



LFI : manifester de la Bastille aux urnes

Difficile d'être plus hystérique qu'un Retailleau qui propose « l'interdiction de LFI » qui « appelle à la sédition et même [...] essaie d'organiser l'insurrection ». Mais il n'est pas le seul à accuser la France insoumise d'exciter les jeunes, ou à s'insurger contre le maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko, qui s'est fait acclamer sur un piquet de grève de lycéens. Ils s'y sont tous mis : Lecornu qui a accusé Mélenchon de souffler sur les braises, Macron qui a rappelé à son encontre que « en aucun cas des responsables politiques ne sauraient légitimer une violence au carré », sans oublier Glucksmann qui, tout en critiquant la politique de Macron, c'est de bonne guerre, s'est empressé d'attaquer aussi Mélenchon qui exciterait les jeunes, sous prétexte que « la violence n'est jamais légitime en démocratie ».

Tous de prétendre que c'est LFI qui manipule les lycéens. Accusations bien injustes. Les lycéens n'ont attendu ni la FI, ni personne pour bloquer leurs lycées et descendre dans la rue. Face à ces attaques, Mélenchon tient à se montrer « responsable » : « Les "insoumis" appellent à la non-violence des méthodes de lutte », écrivait-il dès le 30 septembre. Des militants voire députés Insoumis se verraient bien en « casques blancs » entre les jeunes et la police.

Pour tout le beau monde de la politique, le ronron de leur future campagne électorale a été perturbée par cette irruption de colère et de jeunesse : les uns de s'efforcer de s'en protéger ou d'en tirer profit sur le plan électoral en tablant sur la peur et l'appel à l'ordre ; LFI de lui manifester un soutien mais en cherchant à la ramener, pour son compte, dans les urnes.

Que lycéens et les étudiants s'organisent eux-mêmes, mènent leur mouvement jusqu'au bout, cherchent à entraîner avec eux, si possible, le monde du travail victime de la baisse du pouvoir d'achat, du chômage et des licenciements, pas plus Mélenchon que les directions syndicales n'en veulent vraiment jusqu'au bout.

« Vous voulez l'apaisement ? En 10 minutes et 10 milliards, le calme revient ! » envoyait la députée LFI Marie Mesmeur à l'adresse du ministre de l'Éducation nationale. Ah bon ? La LFI ne prend-elle pas ses désirs d'accalmie sociale et de retour vers les jeux institutionnels, dont les élections, pour la réalité ? Aux urnes citoyens ! La France insoumise fait chanter *La Marseillaise* à des lycéens, plutôt que *L'Internationale*, normal !

OLIVIER BELIN

Mais que fait l'intersyndicale ?

Les blocages ne cessent pas malgré les violences policières et les manifestations se massifient malgré les fermetures administratives d'établissements comme d'universités. Rien n'arrête cette jeunesse en feu qui refuse le présent comme l'avenir que le système lui impose.

Un cap a été franchi avec une structuration qui se met en place : organisation d'une coordination lycéenne Paris-banlieue avec 300 lycéennes et lycéens samedi 3 octobre, puis 200 mardi 6 octobre, puis une ébauche de coordination nationale dimanche 11 octobre. La même semaine, des AG étudiantes se sont tenues dans différentes villes, d'affluence croissante. Parfois jusqu'à 2 000 à Nantes ou Rennes. 800 étudiantes et étudiants à Paris le jeudi 8 au soir, plus de 1 000 le lendemain.

Or, depuis jeudi 8 octobre, l'intersyndicale (essentiellement CGT, Solidaires et FSU) – mais aussi la France insoumise par l'intermédiaire du syndicat l'Union étudiante (UE) –, s'opposent aux cadres d'auto-organisation qui émanent du mouvement pour tenter de le reprendre en main. C'est évidemment perceptible à Paris et région parisienne, là où ces appareils syndicaux ont le plus de moyens.

Première tentative jeudi 8 octobre : alors que la coordination lycéenne Paris-banlieue avait appelé à une manifestation à 14 heures place de la République, l'intersyndicale a d'abord tenté d'empêcher toute initiative centrale en déposant des rassemblements départementaux devant les préfectures. Puis l'Union étudiante, appuyée par l'intersyndicale, a appelé à un rassemblement place de la Bastille. Les lycéens ont maintenu leur rendez-vous à République, pour aller à la Bastille. Les 15 000 manifestants qui ont déboulé place de la République, quasi exclusivement des lycéens et étudiants, accompagnés de profs, sont une démonstration sans appel de la légitimité de la coordination lycéenne, rejointe par des milliers d'étudiantes et étudiants. Et ils ont spectaculairement défilé jusqu'à la Bastille, car ils souhaitent la jonction avec les travailleurs, malgré les calculs politiques de la haute bureaucratie syndicale.

Les universités étant désormais entrées dans la danse, les deux assemblées générales citées plus haut et réunies jeudi 8 octobre ont toutes deux validé un parcours pour la prochaine manifestation prévue mardi 13 octobre, déposé vendredi 9 octobre : de l'Hôtel de Ville en direction de Matignon, avec pour cibles les ministres de Macron.

Or, le même jeudi, en fin de journée, l'intersyndicale, relayant cette nouvelle journée de mobilisation notamment par des appels à la grève pour les salariés, déposait un parcours de manifestation autre que celui des mouvements de jeunes : de la place d'Italie aux Invalides !

Alors que bien des militants syndicaux sont préoccupés d'apporter leur soutien à la jeunesse, leurs dirigeants se concertent en haut lieu pour décider de... ne pas manifester avec eux ! Il est clair que les directions de ces organisations syndicales ont une peur bleue de la mobilisation de la jeunesse, habituées qu'elles sont à tenter de canaliser les colères. Peut-être voudraient-elles aussi, aujourd'hui, saisir l'occasion de montrer leur responsabilité et aptitude à calmer le jeu, face aux pouvoirs en place – bien pris de trouille devant une mobilisation à ce jour incontrôlable. Pour leurs dirigeants comme pour ceux de toute la gauche, ce sont les élections qui sont l'horizon indépassable. En l'occurrence la présidentielle de 2027. Il ne faudrait pas que le jeu institutionnel soit trop bouleversé !

Bien curieux aussi, alors que le 17 octobre est sur toutes les lèvres, qu'aucune direction syndicale n'ait fourni de précisions quant à un appel quelconque et précis : où exactement, quand et comment ? Dans plusieurs villes – à Rouen, à Lille, ailleurs aussi –, ce sont les jeunes qui sont en train d'y réfléchir sérieusement pour s'en charger.

Tous et toutes aux rendez-vous fixés par la jeunesse !

ARMELLE PERTUS

ÉDOUARD ET LES REMPLAÇANTS MAGIQUES

Le ministre de l'Éducation a annoncé l'envoi en urgence de 3 000 profs remplaçants dans les 500 lycées les plus touchés par le mouvement. Au passage, relevons cet aveu implicite : oui, il manque bien des enseignants. Et comme il y a sept fois plus de lycées dans tout le pays, on peut calculer qu'un renfort de 20 000 enseignants supplémentaires pour les seuls lycées ne serait pas du luxe...

Pourquoi Geffray a-t-il attendu que les lycées s'enflamment pour décider ces affectations ? D'abord parce qu'à force de supprimer des postes d'agents administratifs, les services qui les traitent fonctionnent mal. Mais aussi parce que le vivier de profs remplaçants se trouve bien réduit. En région parisienne, des centaines de contractuels ont été

virés ces dernières années. Espérons que ce sera l'occasion pour ces collègues de faire monter les enchères : plus question de se contenter de 1 650 euros net par mois pour un temps plein.

En attendant, Geffray racle les fonds de tiroir. Et déjà le chiffre de 3 000 profs affectés sous 15 jours apparaît pour ce qu'il est : du bluff. Car, pour l'atteindre, le rectorat de Créteil n'hésite par exemple pas à affecter sur des cours de français de première, donc avec les épreuves de bac à préparer, des profs de... mathématiques.

MATHIEU PARANT

UN REFUS DU TRI SOCIAL ET DE LA CONCURRENCE GÉNÉRALISÉE

Au centre des revendications des lycéens, on trouve le rejet de Parcoursup, mais aussi celui des conséquences des réformes Blanquer du lycée et du bac.

Ces réformes ont installé des groupes de « spécialités » – que les élèves doivent choisir dès la fin de la seconde, alors qu'ils sont encore très jeunes – qui déterminent leurs choix d'études post-bac, les restreignant de fait. Car ils ont désormais trois spécialités en première et deux seulement en terminale. La mise en place de ces spécialités s'est traduite par la création de groupes au sein d'une même classe. Groupes aux effectifs importants et qui changent selon les spécialités.

De plus, la multiplication de ces groupes a entraîné de grosses contraintes dans les emplois du temps : les groupes de spécialités occupent de nombreux créneaux, or les lycées n'ont pas suffisamment de salles, ni de profs, et donc les emplois du temps sont éclatés, avec des trous, sur l'amplitude 8 heures-18 heures.

La suppression d'une partie des épreuves de bac et leur remplacement par le contrôle continu fait peser sur les lycéens une pression permanente dès la classe de première. L'obligation de

résultat – il faut être le meilleur possible – fait disparaître le droit à l'erreur, pourtant partie intégrante de l'apprentissage. Chaque note comptant, les lycéens ont le sentiment de jouer leur avenir à chaque fois. En effet, les résultats de ce contrôle continu constituent le fameux dossier de Parcoursup ! Ce dossier fait aussi la part belle à « l'engagement des élèves », c'est-à-dire au fait de participer à des projets dans le lycée, d'être délégué de classe ou élu au conseil de la vie lycéenne. Comme les critères de choix de chaque formation restent opaques, l'angoisse suscitée par Parcoursup est forte, d'autant que, chaque année, ce sont des milliers de jeunes qui restent sur le carreau.

L'introduction de la sélection généralisée que représente Parcoursup répond à une baisse des moyens dans le supérieur depuis des années, à un sous-investissement chronique. Le nombre de places est limité, et en baisse depuis quelques années, dans la grande majorité des formations.

L'ensemble de ces réformes parachève la mise en place du tri social, car ce sont les jeunes issus de milieux populaires qui se voient refusés à l'université et ne peuvent envisager des formations payantes ou éloignées de chez eux, qui vont nécessiter de l'argent pour se loger et pour vivre !

Les lycéens refusent donc, et ils ont bien raison, cette école de la compétition et de la méritocratie où les dés sont pipés. On n'a pas les mêmes chances si l'on a passé son bac dans le 93 ou à Paris, ou dans le lycée bourgeois de n'importe quelle ville moyenne.

LILIANE LAFFARGUE



Ateliers SNCF de Rouen Quatre-Mares : avec la jeunesse mobilisée

Depuis plusieurs semaines, le mouvement des lycéens fait discuter dans tous les secteurs de Quatre-Mares. Le toit qui fuit et qui laisse entrer la pluie, le manque d'effectif, les pressions de la direction, c'est aussi vrai dans nos ateliers que dans les lycées. Avec les pluies de l'automne, c'est même les tout nouveaux vestiaires inaugurés en septembre qui ont été inondés. Et chez nous, quand on ouvre trop sa gueule, on finit vite directement dans les bureaux des chefs.

On parle aussi des salaires en berne et de la vie chère qui touche l'ensemble de la société. Alors, quand on voit les bénéfices records de la SNCF chaque semestre – 1,2 milliard début 2026 –, on est encore plus révoltés de la situation et on sent une envie de rejoindre les jeunes dans la rue avec la même ferveur qu'ils ont montrée ces dernières semaines. Car nos revendications sont les mêmes : marre de

survivre, marre de cette société qui nous exploite, marre de ne pas avoir d'avenir digne.

On s'est réunis plusieurs fois en assemblée générale pour pousser dans ce sens et discuter de nos moyens pour faire converger notre colère avec celle des jeunes. Alors, si les cheminots ne sont pas encore partie prenante de ce mouvement, il le faudra si l'on veut que nos revendications, celles des jeunes et de tous ceux qui travaillent soient entendues. Mardi 13 octobre, comme mardi 6 déjà, plusieurs d'entre nous ont fait le choix de se mettre en grève pour défendre ces idées, en chantant ensemble dans la manif à Rouen qu'il faut en finir avec cette société-là !

CORRESPONDANTS • 13/10/2026



Quand la colère des lycéens ranime celle des agents

Un lycée de Caen. Comme dans bien d'autres établissements, les élèves ont rejoint le mouvement lycéen jeudi 1^{er} octobre. Blocage avant le lever du soleil. Des flammes hautes de quatre mètres lèchent le portail. Plus tard dans la matinée, le vent rabat des nappes de gaz lacrymogènes. Les salariés qui y travaillent d'habitude en toute sérénité sont surpris et choqués.

Le lendemain, des profs improvisent une AG et discutent de leurs revendications. Un groupe d'agents venus à la machine à café écoute en retrait. Ils sont invités à s'exprimer. Les profs apprennent alors que la région embauche depuis juillet les agents d'entretien contractuels avec des contrats lissés à 31 heures par semaine, qui montent à 42 heures en période scolaire, et redescendent à zéro en période de vacances, de sorte que celles-ci ne sont pas payées. Les collègues mangés à cette sauce infâme touchent 750 euros un mois sur deux ! Quant à la collègue, passée à 80 %, elle nettoie toujours autant de salles. Lorsqu'elle a protesté, on lui a répondu : « Vous n'avez qu'à ne pas faire les petits coins. » « Les petits coins », explique-t-elle alors, « je les fais depuis 30 ans ! Je m'y suis usé la santé ! Et là, on vient me dire que j'ai fait ça pour rien ? » Les enseignants écoutent atterrés.

Une semaine plus tard, alors que les cours n'ont pas repris, quelques enseignants viennent rendre visite aux agents dans leur salle de pause. On reparle de ce qui ne va pas chez les uns et les autres, de la façon de se tenir informés et se serrer les coudes. De comment la direction, interpellée par des enseignants sur les conditions de travail des agents lors du temps de « démocratie interne » ordonné par le ministre, est restée muette. Du mouvement des jeunes aussi, qui a permis tout ça. « Oui, ils ont brûlé le portail », concède l'un de ceux à qui la direction a demandé de jouer par la suite les cerbères, « mais, s'ils ne l'avaient pas fait, on ne se parlerait toujours pas... ».

CORRESPONDANT

Échos du mouvement lycéen dans quelques entreprises

La mobilisation dans la jeunesse a tout de suite fait discuter sur les lieux de travail et a percuté parfois des préjugés anti-jeunes, et en fait anti-pauvres, voire racistes, encouragés à grand renfort de matraquage à la télé et de prises de position d'une partie des politiciens qui ne parlaient que de la « violence » des jeunes. Et pour cause, cette mobilisation lycéenne et bientôt étudiante a commencé dans les régions et banlieues les plus pauvres, là où les services publics se dégradent, avec le pouvoir d'achat.

Oui, il y a eu ceux, au début, qui se disaient d'accord avec la répression policière, fustigeant les prétendus « caprices » des jeunes « qui ne veulent pas se lever tôt » et la « génération fainéante ». À Dassault Bordeaux, la sympathie envers la mobilisation s'exprimait pourtant, entrecoupée parfois de « blagues » sur « les jeunes qui se mobilisent sans trop savoir pourquoi ».

Pourtant, si certains parlent de violence des « casseurs », d'autres accusent les violences policières, pour les avoir vues sur leurs propres enfants. Au centre d'ingénierie de STMicroelectronics Grenoble, un collègue « pas du tout de gauche » relevait « que la police se défoulait sur les lycéens et comprenait que les enseignants soient en grève avec les élèves ». Un ouvrier de Stellantis Mulhouse note : « Ça permet aussi de discuter du manque d'avenir des jeunes, qu'il y a beaucoup de violences policières et de provocations » et ajoute à propos des jeunes : « quand je prends leur défense, presque tout de suite je convains, tant la méfiance envers le gouvernement, la police et les médias est également ancrée dans les esprits ».

Un cheminot de Lille explique que chez des collègues parents des élèves mobilisés des lycées les plus populaires « le soutien est beaucoup plus fort : « Ils touchent aux enfants, ils vont trop loin. » » Tir de grenade à bout portant à Saint-Ouen-l'Aumône (largement commenté à l'usine toute proche de Stellantis Poissy), main arrachée à Lens, lycéen presque noyé



TRAVAILLEURS DE SUD STELLANTIS POISSY À LA MANIFESTATION DU 6 OCTOBRE

ailleurs, parents d'élèves menacés par le préfet des Hauts-de-Seine, ça a beaucoup choqué.

AVANT ET APRÈS LES JOURNÉES DES 6 ET 8 OCTOBRE

La capacité des jeunes à tenir face à la répression et à se montrer nombreux semble l'avoir emporté dans l'opinion. Le fait que des mouvements lycéens s'étendent à l'étranger impressionne. Si des gens se disent contre ce qu'ils jugent être les « moyens » de la mobilisation, tout le monde se dit d'accord avec les revendications : plus de moyens dans l'éducation et dans les services publics, des bâtiments qui permettent d'étudier dans des conditions acceptables, le retrait des modes de sélection et de discrimination de Parcoursup... La journée du 6 octobre (450 000 manifestants en France) et celle du 8, où les lycéens ont défilé derrière leurs propres appels malgré la répression semble avoir fait grande impression. Un postier de Lille raconte : « Si la semaine dernière les discussions sur les

casseurs dominaient, cette semaine c'est plus mesuré. Les collègues sympathisants du mouvement des jeunes le disent à haute voix, ce qui équilibre un peu. La répression choque. Le lycéen qui a perdu sa main à Lens a ouvert la parole sur les autres mutilations de la police. »

Car le mouvement des jeunes est de nature à faire sauter bien des barrières, un salarié de Renault Lardy le dit en ces termes : « Tout ça est extrêmement mouvant. Il y a des réactions positives de collègues qui voient bien que la période est propice à faire vaciller le gouvernement. » Dans beaucoup d'entreprises, la mobilisation lycéenne a ouvert la porte à bien des discussions, la mobilisation de la jeunesse qui explose dans d'autres pays montre le malaise général. Et rejoindre les jeunes est aussi dans les têtes puisque beaucoup parlent du 17 octobre.

LÉO BASERLI • 13/10/2026

La mobilisation prend place dans les Ifsi !

À Nantes, comme en région parisienne, la mobilisation des lycéens gagne les rangs des étudiantes et étudiants infirmiers. En ce début octobre, leur colère s'affiche sur les pancartes : « Soutien aux lycéens » « 1€ de l'heure, merci pour le pourboire ! » « Finance l'hôpital, pas les Rafale ». Étudiants et travailleurs à la fois, les futures infirmières et infirmiers se trouvent à la croisée entre la précarité étudiante et la pression du travail à l'hôpital.

À TENON, LE RAS-LE-BOL SE TRANSFORME EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Tout part d'un ras-le-bol à l'Ifsi de Tenon à Paris. Le lundi 5 octobre au matin, des étudiantes et étudiants débrayent pour organiser une assemblée générale (AG) et proposer de rejoindre la manifestation lycéenne prévue le lendemain. Une cinquantaine de personnes se réunissent. Dans la foulée, un cortège d'étudiantes et étudiants infirmiers se prépare pour le mardi, des groupes se mettent en place sur les réseaux sociaux, et les étudiants décident de se retrouver rapidement.

Après la manifestation, des dizaines

d'étudiants d'autres Ifsi prennent contact via TikTok pour faire part de leur envie de rejoindre le mouvement.

PRÉCARITÉ, ÉPUISEMENT, CONDITIONS DE STAGE : LA COLÈRE DÉBORDE ÉGALEMENT À NANTES

À Nantes, le jeudi 8 octobre, une dizaine d'étudiants rejoignent la manifestation pancartes à la main. Si le cortège reste modeste, cette première apparition marque une étape importante : les futures soignantes et soignants commencent à prendre leur place dans la mobilisation étudiante.

Le même jour, une AG se tient au sein de l'établissement et réunit une quarantaine de personnes. Les discussions portent sur les mobilisations en cours et sur l'importance de prendre part au mouvement. De cette dynamique naît un tract au slogan sans équivoque : « Pas de soins sans soignant-es, pas de soignant-es sans moyens ! » Derrière ces mots, une exaspération bien réelle : marre d'étudier dans la précarité, marre de l'épuisement, marre des conditions de stage !

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES FUTURS SOIGNANTS LE 17 OCTOBRE

L'enjeu est désormais de poursuivre les discussions et de convaincre davantage d'étudiants de rejoindre le mouvement, notamment les ESI (étudiantes en soins infirmiers) afin de dépasser le cadre de leur Ifsi. S'inscrire dans une mobilisation plus large, en faisant

converger les revendications sur la formation avec les réalités et les enjeux des travailleurs dans les hôpitaux et dans l'ensemble de la société. Les prochaines AG devront permettre de préciser les revendications et de préparer le 17 octobre.

DE LA RÉGION PARISIENNE À LA PERSPECTIVE D'UNE COORDINATION NATIONALE

Lundi 12 octobre, une tournée générale des Ifsi est organisée avec des tracts pour construire une AG inter-Ifsi de région parisienne mercredi soir. L'objectif est clair : devenir plus nombreux, se donner des objectifs communs, et donc être plus forts. Et puis, Nantes, Paris : qui sait où d'autres colères grondent ? Autant commencer sur de bonnes bases pour une possible coordination nationale.

FAIRE CONVERGER LES COLÈRES DE LA JEUNESSE ET DES TRAVAILLEURS

Pour construire un avenir qui ne se réduit pas à la pauvreté, la mobilisation doit dépasser les portes des instituts de formation, des lycées et des facs et s'étendre vers les travailleurs de tous les secteurs. Heureusement, les premiers élans d'une mobilisation parmi les étudiants infirmiers est un bon signe, car eux font déjà quotidiennement le pont entre l'école et le travail.

CORRESPONDANTES • 13/10/2026

